



Conférence nationale de la Santé 9 mai 2018

Thème I : Prévenir avant de guérir

L'introduction, au début des années 1990, du concept d'Evidence Based Medicine (EBM) a profondément transformé la pratique médicale. Aujourd'hui, la santé publique et tout particulièrement la prévention, semblent suivre la même voie. Les données probantes pour évaluer l'efficacité d'une intervention ou encore son rapport coût/bénéfice deviennent cruciales.

Cette session vise à présenter cette évolution en cours et à l'illustrer dans les domaines de l'obésité, de l'alimentation et de l'activité physique.

La politique de santé du ministère de la Santé vise à intégrer une approche innovante dans le parcours de soins, permettant d'intervenir avant que les complications n'apparaissent. Dès lors, bon nombre des actions du ministère, découlant en grande partie des divers plans nationaux adoptés au cours des dernières années et exposés dans une nouvelle brochure, se proposent d'agir en amont ou au tout début de l'apparition du trouble de santé, afin d'empêcher, voire de retarder, son évolution.

Cette démarche se concrétise par un ensemble de mesures qui permettent soit de prévenir la survenue des problèmes de santé (prévention primaire), soit de les détecter précocement et d'éviter leur aggravation (prévention secondaire), soit de pallier leurs conséquences ou complications (prévention tertiaire).

Alors que, selon l'OMS, le pourcentage de dépenses consacrées à la politique de prévention devrait se situer entre 2 et 3%, celles-ci représentent moins de 0,5% au Luxembourg - comparé à 46,9% pour les soins hospitaliers et 21% pour les soins médicaux.

Les dépenses en santé par habitant au Luxembourg sont les plus élevées des pays de l'UE. Cela permet d'offrir un panier de soins de base très généreux, avec un ticket modérateur faible et des services de soins de santé de grande qualité¹.

Depuis 2012, année au cours de laquelle elles ont fortement augmenté, les dépenses par habitant sont toujours les plus élevées de l'UE et étaient de 82 % supérieures à la moyenne de l'UE en 2015. Toutefois, en pourcentage du PIB, le Luxembourg dépense beaucoup moins pour la santé que la plupart des autres pays de l'UE (6,0 % contre 9,9 % du PIB dans l'UE).

Il existe donc une certaine marge au Luxembourg pour recourir davantage à la prévention en tant qu'action de santé publique.

Se pose dès lors la question de savoir comment utiliser au mieux la prévention afin qu'elle serve de manière durable les intérêts des citoyens, ainsi que ceux du système de santé.

Autrement dit, comment optimiser l'action des autorités publiques visant à agir sur les déterminants de la santé et le comportement des citoyens, afin d'encourager et de promouvoir des **modes de vie sains et responsables**, notamment en ce qui concerne la consommation d'alcool, de produits du tabac ou encore des aliments trop gras, sucrés ou salés ? Est-ce que les investissements dans la lutte contre le fléau de **l'obésité** sont susceptibles de faire une différence et, dans l'affirmative, à quel terme ? Est-ce que la réduction à hauteur de 15% d'ici 2030 de la prévalence mondiale de la sédentarité, tel que recommandée par le nouveau plan d'action de l'OMS, est un objectif réaliste ?

Quel rôle peuvent jouer des politiques de santé fondées sur des **données probantes** afin d'assurer l'appropriation par tous les groupes sociaux des bons repères de santé dès l'enfance et appuyer ainsi utilement le processus décisionnel ?

Pour convaincre la population de l'importance de la prévention, pour permettre l'appropriation par le public des outils de prévention et d'éducation pour la santé, suffit-il de **sensibiliser** et d'informer les citoyens sur les bons réflexes par des campagnes de sensibilisation à grande échelle ou faut-il aller plus loin et recourir, par exemple, à des **mesures réglementaires** ? Quel rôle reconnaître aux initiatives volontaires du secteur privé pour soutenir l'accès à des aliments et boissons plus équilibrés ?

Il s'agit là d'un échantillon des questions qui se situent au cœur des réflexions du ministère de la Santé et autour desquelles cette 10^{ème} édition de la Conférence nationale de la Santé se propose de lancer un échange dynamique, en présence d'experts internationaux et nationaux, susceptible de nourrir une orientation plus ciblée des priorités politiques actuelles et futures.

¹ *Profils de santé par pays 2017, Luxembourg, OECD*